Manifestation pour une paix juste et durable

à Gaza et au Moyen-Orient

Digne le 12 octobre 2024

Les attaques lancées par le Hamas le 7 octobre ont causé la mort de près de 800 civils dont 36 enfants et adolescents. Si rien ne peut justifier un tel massacre, celui-ci ne peut pas non plus servir de prétexte à la violence inouïe déclenchée en retour par le gouvernement d'extrême-droite de Benjamin Netanyahu.

C'est pourquoi nous avons souhaité, en tant qu'organisations syndicales enseignantes, mettre l'accent aujourd'hui sur ses conséquences pour la jeunesse palestinienne, pour son droit à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, à un avenir.

L'UNICEF n'a de cesse de le rappeler : les enfants sont les principales victimes des conflits armés. Selon ses estimations, plus de 460 millions d'enfants vivent dans des zones de conflit, et 43,3 millions d'autres sont en situation de déplacement forcé. Un chiffre qui a doublé en l'espace d'une décennie, et surtout, est le plus élevé jamais enregistré depuis la Seconde Guerre mondiale. Des conflits au cours desquels les enfants subissent des horreurs : déplacements massifs, enrôlement forcé dans les forces armées, violences sexuelles, abus…

Par cette prise de parole résolument humaniste, nos organisations syndicales veulent défendre des droits fondamentaux comme le droit à l'éducation et le droit pour les populations les plus vulnérables que sont les enfants à être protégées de la violence.

L’ONU établit six violations graves commises contre les enfants dans les situations de conflit armé, parmi lesquelles :

- les meurtres et mutilations ;

- les attaques contre des écoles et des hôpitaux ;

- le refus d’accorder un accès à l’aide humanitaire ;

- les enlèvement d’enfants ;

dont chacun peut se rendre compte qu’elle s’appliquent manifestement aux actions de l’État d’Israël à l’encontre des enfants palestiniens.

Le Comité des droits de l’enfant des Nations Unies a rendu un rapport le mois dernier sur la situation à Gaza. Il conclut qu’« *un nombre excessivement élevé d’enfants à Gaza continuent d’être tués, mutilés, blessés, portés disparus, déplacés, rendus orphelins et victimes de la famine, de la malnutrition et de la maladie, ainsi que des multiples déplacements de la population gazaouie, en raison des attaques aveugles et disproportionnées menées par Israël* ».

Selon ces experts, « l*es attaques menées par l’État partie contre des cibles civiles dans l’enclave palestinienne, ont causé la mort de plus de 16.756 enfants et blessé au moins 6.168 enfants à Gaza entre le 7 octobre 2023 et le 10 septembre 2024. Des milliers d’autres sont « présumés morts sous les décombres »*».

Le Comité s’inquiète « *de la poursuite de l’enlèvement, de l’arrestation arbitraire et de la détention prolongée d’un grand nombre d’enfants palestiniens par les forces israéliennes, la plupart du temps sans inculpation, sans procès, sans accès à une représentation légale ou sans contact avec des membres de leur famille. Des informations font état de milliers d’enfants palestiniens et d’enfants du Territoire palestinien occupé qui ont été arrêtés, souvent de manière arbitraire, ou pour avoir prétendument jeté des pierres au cours de la période couverte par le rapport* ».

Israël a méthodiquement détruit 85 % des écoles de Gaza et toutes les universités, fleurons de ce territoire sous blocus depuis des années.
Du fait de ce qui apparaît comme « *un schéma systématique de violence visant à détruire les fondements mêmes de la société palestinienne* » une instance de l'ONU reprend pour la première fois au sujet de Gaza le terme jusque-là seulement utilisé dans les milieux universitaire de « scolasticide », défini comme « *l'anéantissement systémique de l'éducation par l'arrestation, la détention ou l'assassinat d'enseignants, d'étudiants et de membres du personnel éducatif, ainsi que par la destruction des infrastructures éducatives* ».

Gaza est un territoire ridiculement petit de 360 kilomètres carrés. C'est trois fois la superficie de Digne les Bains (117 km²), mais avec une population concentrée de plus de deux millions de personnes.
Ce qu'Israël a causé depuis un an, c'est l'équivalent de l'assassinat de l'ensemble des enfants scolarisés dans les écoles primaires de notre département.
20 000 autres sont désormais orphelins.
Tous les médecins qui se sont engagés là-bas ont témoigné de l'horreur de devoir amputer des enfants sans anesthésie.
Comme si ce n'était pas assez, Israël a dans le même temps violemment relancé la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, et bombarde aujourd'hui le Liban. L'Unicef s'est alarmée du « rythme effrayant » auquel les enfants sont tués dans ce pays où 1,2 millions de personnes sont désormais déplacées.
Nous exhortons donc notre gouvernement et l'Union Européenne à stopper immédiatement leur soutien à cette folie meurtrière et à mettre en œuvre tous les moyens diplomatiques à leur disposition pour y mettre un terme.
Assez de morts et de destruction, la paix maintenant !